



SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Combattre l'insécurité alimentaire à ses racines

Un nombre croissant de personnes dans le monde n'est pas assuré d'avoir accès à la nourriture. Dans les pays en développement, les ruraux pauvres - surtout les petits producteurs et les producteurs de subsistance, les bergers, les pêcheurs, les cueilleurs mais aussi les ouvriers agricoles et les sans-terres – sont les plus touchés par l'insécurité alimentaire.

Nos positions: Nous soutenons le renforcement de la production alimentaire locale réalisée par de petits exploitants et basée sur l'utilisation durable des ressources principalement locales auxquelles les agriculteurs ont accès, y compris les terres et les ressources génétiques. Nous considérons que les marchés locaux de produits alimentaires sont un mécanisme essentiel pour améliorer l'accès à la nourriture, et nous pensons que l'exportation de la production de cultures vivrières est une option qui permet d'augmenter les revenus des agriculteurs à condition qu'elle n'entre pas en compétition avec la sécurité alimentaire locale. Nous désapprouvons tous les types d'expropriation des terres et considérons que l'achat externe et la location à long terme des terres agricoles ne sont légitimes que si elles reposent sur un consentement éclairé, sur une indemnisation adéquate et sur des avantages locaux clairs. Nous considérons que la production d'agro-carburants à partir de ressources locales est une option de développement dans certains contextes ruraux mais nous dénonçons la production d'agro-carburants à partir de cultures vivrières de base. La spéculation sur les denrées alimentaires dans le seul but d'une maximisation du profit est contraire à l'éthique et se fait au détriment de la sécurité alimentaire des pauvres. En outre, l'aide alimentaire devrait éviter de compromettre la production alimentaire locale et les marchés et devrait s'effectuer à travers les réseaux locaux existants plutôt qu'à travers des réseaux parallèles. Enfin, nous plaçons pour une consommation moins intensive de l'énergie, nous plaçons pour moins de gaspillage et pour une économie alimentaire plus régionale basée sur des conditions équitables de commerce.

INTRODUCTION

Les concepts de sécurité alimentaire et de souveraineté alimentaire sont très liés. La sécurité alimentaire telle qu'elle est définie par la FAO est un terme essentiellement technique et s'inscrit dans la logique actuelle du système alimentaire mondial et du système de marché. Le concept de sécurité alimentaire décrit la production, le pouvoir d'achat, la croissance économique et le fonctionnement des marchés internationaux des produits alimentaires comme étant les facteurs clés à considérer pour surmonter l'insécurité alimentaire. Le concept de souveraineté alimentaire, par ailleurs, est un concept politique qui s'appuie sur le droit, et qui remet en question les mécanismes existants tels que la production alimentaire industrialisée et la libéralisation du commerce. Le principe de souveraineté alimentaire exige des changements dans le système lui-même, et pose par exemple la nécessité d'augmenter la production et la distribution locales de nourriture, d'appliquer de façon conséquente des mesures agro-écologiques dans l'agriculture et d'établir des conditions commerciales équitables. Il met en évidence les causes profondes de l'insécurité alimentaire dans l'agriculture, les marchés et la politique.

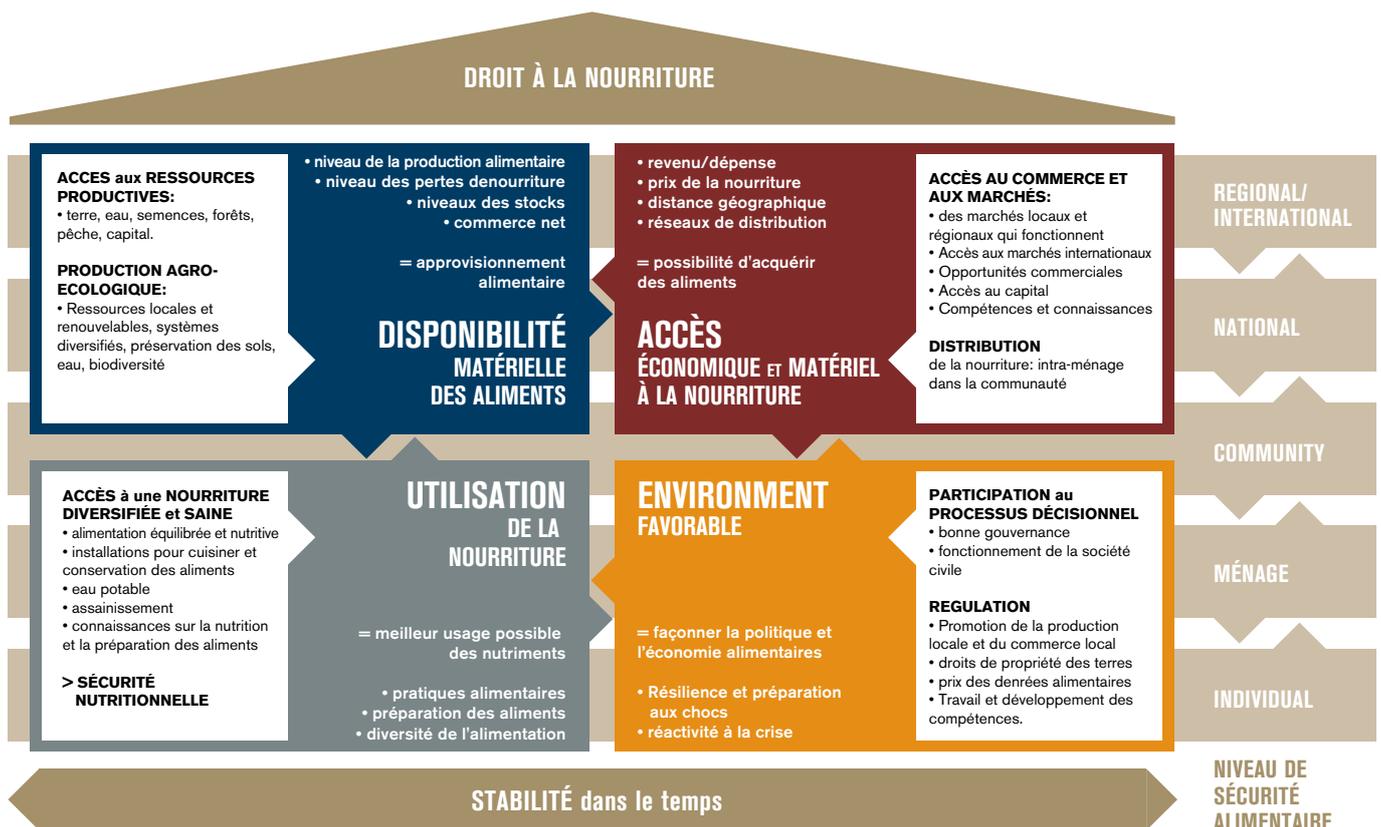
HELVETAS Swiss Intercooperation adhère au Cadre Global pour la Sécurité Alimentaire suivant qui intègre les concepts de souveraineté alimentaire et de sécurité alimentaire et qui a pour principal objectif de comprendre et de s'attaquer aux causes profondes de l'insécurité alimentaire d'une manière holistique et d'obtenir des changements systémiques positifs dans les mécanismes de la production alimentaire, de la transformation des aliments et de la distribution alimentaire.

CADRE GLOBAL POUR LA SÉCURITÉ

ALIMENTAIRE

Le droit à l'alimentation est le support normatif sur lequel nous nous appuyons dans toute mise en œuvre de nos projets et dans l'élaboration de notre politique de développement liée à la sécurité alimentaire. La sécurité alimentaire repose sur quatre piliers (voir encadrés colorés): 1. la disponibilité matérielle des aliments, 2. l'accès économique et matériel à la nourriture, 3. l'utilisation de la nourriture et 4. un environnement socio-politique favorable qui stimule la résilience des systèmes alimentaires contre les chocs et les crises.

Pour assurer la sécurité alimentaire sur le long terme, un certain nombre de conditions doivent être en place: les hommes et les femmes ont besoin d'avoir un accès sécurisé aux ressources productives comme la terre, l'eau, les forêts, la biodiversité et le capital; la possibilité de préserver les ressources naturelles locales et d'appliquer des mesures agro-écologiques dans le système de production diversifiée. En outre, un système efficace de distribution et de commercialisation par les marchés principalement locaux et régionaux, et accessible à tous, est nécessaire. La nourriture doit être variée, nutritionnellement équilibrée et répartie équitablement entre les membres de la famille. Une autre condition est l'accès des ménages à l'eau potable et à l'assainissement, afin de pouvoir tirer entièrement profit des nutriments et de



NOS POSITIONS

Production de la nourriture

Compte tenu de son impact négatif sur le sol, l'eau et les écosystèmes et au regard des risques économiques croissants, l'agriculture utilisant un taux d'intrants externes élevé n'est pas une option valable pour les petits exploitants. 70% de la nourriture est actuellement produite par les petits exploitants. Ainsi la production alimentaire locale basée sur l'agriculture à petite échelle est la colonne vertébrale de la sécurité alimentaire au niveau local et international. Afin que cette fonction importante puisse être remplie, il faut avant toute chose que les petits exploitants et en particulier les femmes aient un accès sécurisé à la terre, à l'eau, aux semences, à la forêt et aux zones de pêche, ainsi qu'au capital et aux infrastructures. Nous faisons la promotion d'agroécosystèmes diversifiés basés sur une agriculture durable à faible taux d'intrants externes (Low External input sustainable agriculture LEISA) ou de l'agriculture biologique, car ces systèmes d'exploitation préservent les ressources naturelles et réduisent les risques économiques pour les familles.

Nous plaçons pour le droit à l'autodétermination des peuples et des pays concernant le choix de l'origine et du type de ressources alimentaires, de la façon dont elles sont produites, fournies et achetées. Les cadres réglementaires pour favoriser la production alimentaire locale et les marchés sont considérés comme légitimes, tant qu'ils ne nuisent pas à la sécurité alimentaire des autres pays ou régions. En outre, nous considérons les ressources génétiques comme un bien commun et nous désapprouvons les brevets sur ces ressources ou les monopoles sur les intrants agricoles tels que les semences.

Les projets de la filière du commerce bio et équitable d'HELVETAS Swiss Intercooperation sont de bons exemples de la façon dont la génération de revenus va de pair avec la promotion de systèmes agricoles écologiques diversifiés et de la production alimentaire locale.



© Helvetas Swiss Intercooperation

Maraîchers sur un lit de rivière dans les plaines du Népal

consommer les aliments en toute sécurité. Enfin pour régler la politique alimentaire et assurer la sécurité alimentaire sur le long terme, il est nécessaire que les hommes et les femmes participent au processus politique de prise de décision dans la société civile active et à l'élaboration des cadres réglementaires sur l'agriculture, les droits fonciers, les marchés alimentaires et les prix alimentaires.

Les revendications de souveraineté alimentaire sont intégrées à notre cadre sur la sécurité alimentaire. Nous comprenons la souveraineté alimentaire comme un droit à l'autodétermination des individus, des ménages, des communautés ou des pays à décider du type de nourriture qu'ils consomment, de son origine et de la façon dont celle-ci est produite, fournie et achetée.

Nous considérons que les femmes sont les principales parties prenantes dans toutes les interventions portant sur la sécurité alimentaire compte tenu de leur rôle important dans la production alimentaire, dans la gestion, la distribution et l'utilisation des post-récoltes. Très souvent, les femmes n'ont pas de sécurité légale sur leurs terres, elles n'ont pas accès aux intrants, aux équipements, à la formation de base en ce qui concerne les activités agricoles, au crédit et aux services de vulgarisation. Dans la plupart des cultures, les femmes jouent un rôle clé dans la conservation et la préparation des aliments mais les normes culturelles conduisent souvent à une discrimination au sein du ménage dans la répartition et la consommation de nourriture.



© Simon B. Opladen

Récolte du blé sur le haut plateau bolivien

Commerce de la nourriture et marché

L'insécurité alimentaire est la conséquence d'un manque d'accès à la nourriture plus souvent en raison du faible pouvoir d'achat et de l'inefficacité des systèmes de distribution que du fait d'une production insuffisante. Les marchés jouent un rôle crucial pour assurer l'accès à la nourriture, à la fois dans des contextes locaux et au niveau international. Dans les pays à forte densité de population ou dans les régions où la production agricole possède un faible potentiel, il est essentiel de pouvoir compter sur des approvisionnements alimentaires en provenance d'autres régions. Cependant, la dépendance à l'approvisionnement externe est un risque pour la sécurité alimentaire dans ces pays qui sont alors plus exposés aux pénuries, aux hausses de prix et aux politiques alimentaires des pays étrangers. Cela montre à quel point le bon fonctionnement des marchés locaux et de la production locale de nourriture est crucial.

Nous mettons l'accent sur la promotion des marchés locaux car ils constituent la clé de voûte de l'efficacité de la distribution locale de nourriture et génèrent des revenus. Par rapport aux marchés internationaux de produits alimentaires, les marchés locaux réduisent le transport et la consommation d'énergie, contribuent à réduire les pertes post-récoltes et stimulent la croissance économique locale. En outre, nous soutenons la production de cultures de rente axée sur l'exportation comme une stratégie visant à générer des revenus et à améliorer l'accès à un panier alimentaire diversifié, mais ceci dans la mesure où cette production de cultures de rente fait partie d'un système agricole diversifié et n'entre pas en concurrence avec la production de culture pour la consommation locale. Par ailleurs, nous désapprouvons les termes de l'échange inéquitable qui sont discriminatoires à l'encontre des pays en développement, en particulier sur les marchés alimentaires.

Dans les pays en développement, les pertes pendant la récolte, le traitement et le stockage sont élevées, jusqu'à 30% dans certaines régions, contribuant ainsi de manière significative à l'insécurité alimentaire des familles. Nous faisons la promotion des pratiques de gestion améliorées des post-récoltes comme un moyen économique et écologique de préserver les aliments et d'accroître la sécurité alimentaire.

HELVETAS Swiss Intercooperation met en œuvre plusieurs projets de gestion de post-récolte en Afrique subsaharienne (Bénin, Mozambique, Tanzanie). Ils introduisent des installations améliorées de séchage et de stockage de céréales (maïs, sorgho, haricots) auprès des petits exploitants, ils sensibilisent les acteurs de la chaîne d'approvisionnement alimentaire et les politiciens, et diffusent de façon systématique des savoir-faire grâce à des services de conseil rural innovants.

Les droits fonciers et l'accapement des terres

L'accès sécurisé à la terre est une condition préalable fondamentale pour les agriculteurs pour assurer la sécurité alimentaire. Toutefois, les titres fonciers dans les pays en développement sont souvent flous, en raison de cadres juridiques contradictoires. Dans les pays en développement, l'achat ou la location par des entreprises et des gouvernements étrangers de terres agricoles bon marché est une tendance en hausse. Nous sommes préoccupés par les risques que ces investissements impliquent, en particulier pour les personnes défavorisées et les populations pauvres dans les zones rurales. De nombreux rapports mentionnent le cas de petits exploitants expulsés de leurs terres sans compensation ou avec des compensations injustes. Souvent, le terrain acquis est utilisé pour la production d'agro-carburant pour les marchés internationaux, ce qui ne rapporte que très peu au regard de la sécurité alimentaire et énergétique au niveau local.

Nous plaçons pour que les agriculteurs, éleveurs sédentaires et nomades, en particulier les familles pauvres, les groupes autochtones et marginalisés, bénéficient d'une égalité de droit, pour qu'ils obtiennent un accès sécurisé à la terre fondé sur des titres de propriété officiellement reconnus, pour qu'ils aient accès à des droits d'utilisation des terres et à des titres fonciers. Nous dénonçons tous les types d'expropriation des terres qui touchent les agriculteurs, les éleveurs et tous les autres utilisateurs des terres en tant que cela constitue une menace fondamentale pour leur subsistance, leur sécurité et leur souveraineté alimentaires. Nous considérons illégitime tout achat ou location à long terme de terres agricoles par des gouvernements étrangers et des sociétés nationales ou internationales à moins que cela soit fondé sur un consentement libre et éclairé des propriétaires fonciers, une indemnisation appropriée et la création de bénéfices pour la population locale, en particulier la génération d'un revenu et la production de cultures vivrières pour les marchés locaux.

Pendant de nombreuses années, HELVETAS Swiss Intercooperation a été active dans le travail de plaider pour promouvoir la réforme agraire dans les pays en développement, pour faciliter l'introduction de droits d'utilisation des terres et de titres de propriété officiellement reconnus, et pour défendre les intérêts des familles menacées d'expulsion, comme par exemple aux Philippines, au Laos et au Bénin.

Production d'agro-carburant

Les agro-carburants sont largement promus comme une technologie verte, neutre en carbone qui peut être une alternative fiable aux combustibles fossiles. Cependant, la plupart des agro-carburants, en particulier ceux fondés sur la biomasse de l'agriculture industrielle, sont loin d'être neutres en carbone car ils dépendent de l'engrais minéral, de la mécanisation et des cycles de traitement à forte intensité énergétique. En outre, la forte rentabilité des agro-carburants crée une incitation perverse à la déforestation pour obtenir de nouvelles terres agricoles. La production d'agro-carburants est en concurrence directe avec la production d'aliments, augmentant ainsi la pression sur les terres et l'eau. Enfin, la demande croissante pour les agro-carburants contribue à une hausse des coûts de l'importation alimentaire globale. C'est un fait que le boom des agro-carburants a contribué à la crise alimentaire mondiale de 2007/2008 de manière significative.

En général, nous considérons que la production d'agro-carburants à partir de ressources locales est une opportunité de développement qui permet aux communautés rurales de produire une énergie autonome. Nous soutenons la production et la commercialisation des agro-carburants de 2ème génération tant qu'ils ne font pas concurrence à la production alimentaire ou tant qu'ils ne conduisent pas à la déforestation et qu'ils restent neutres en carbone. Nous désapprouvons toute production d'agro-carburants et commercialisation de cultures alimentaires telles que le blé, le maïs ou la canne à sucre dès que leur production se pose en concurrence directe avec les ressources (terre, eau) pour la production alimentaire, dès que leur commercialisation conduit à une hausse des prix de base et dès que leur valeur ajoutée en contenu énergétique net est minime, voire négative. Nous dénonçons tous les investissements étrangers sur les terres agricoles dans les pays en développement qui visent à la production d'agro-carburants axée sur l'exportation.



Système agroforestier de cacao au Honduras

© Fundación Helvetas Honduras



Silo amélioré de maïs «Tethere» au Mozambique

© Helvetas Swiss Intercooperation

Spéculation sur la nourriture

Au cours de la dernière décennie, les matières premières, y compris les cultures vivrières, sont devenues l'objet de spéculations sur les marchés internationaux à la suite de la déréglementation des marchés à terme sur les produits de base, via des investissements dans les matières premières agricoles et des denrées alimentaires à la fin des années 90. Alors qu'avant 2000, les producteurs et les transformateurs dominaient les marchés à terme sur les produits de base à hauteur de 80% et couvraient des quantités précises de livraison afin de garantir des prix, aujourd'hui 80% des marchés sont contrôlés par les spéculateurs financiers qui font des investissements dans des produits alimentaires en vue de profits élevés et rapides (arbitrage). En conséquence, les prix des produits agricoles se développent aujourd'hui parallèlement aux prix des autres matières premières, du fait du comportement grégaire typique qui caractérise les marchés financiers. Cela signifie que les prix des produits tels que le blé, le riz et le maïs sont de plus en plus détachés de la réalité de l'offre et de la demande. Alors que de nombreux gouvernements et que les institutions financières continuent de nier le lien entre la spéculation alimentaire et les fortes fluctuations des prix, la CNUCED reconnaît que la spéculation a joué un rôle considérable dans la crise alimentaire mondiale de 2007/2008.

Nous reconnaissons l'importance de couvrir les marchés alimentaires mais nous désapprouvons l'arbitrage (c'est-à-dire la simple spéculation sur la nourriture) car l'arbitrage, tel qu'il est pratiqué aujourd'hui, a un effet néfaste sur la sécurité alimentaire des populations pauvres et défavorisées et peut provoquer des hausses de prix des aliments de base, hausses mondiales et régionales massives et sans précédent. De plus, la spéculation sur les matières premières agricoles et les denrées alimentaires essentielles dans le seul but de maximiser des profits privés est contraire à l'éthique et n'a aucune perspective économique plus large.

L'aide alimentaire

Le but principal de HELVETAS Swiss Intercooperation en matière de sécurité alimentaire est de remédier à l'insécurité alimentaire transitoire ou chronique en favorisant des systèmes résilients de production et de commerce des aliments sur le long terme. Cependant, nous fournissons également une aide humanitaire dans les situations d'urgence aiguë dans les pays où nous sommes présents avec nos propres projets, par exemple sous forme d'aide alimentaire. Un principe important de ces interventions est que la fourniture de l'aide alimentaire ne doit pas compromettre la production alimentaire locale et les marchés alimentaires locaux. Même en période de crise alimentaire, nous orientons le soutien d'urgence - autant que la situation le permet - vers le renforcement des structures qui favorisent la résilience de la population contre les futures crises alimentaires. Toute intervention d'urgence doit travailler à travers et avec les réseaux et les initiatives locales, plutôt que de créer des structures parallèles. Chaque fois que cela est possible, les produits pour l'aide alimentaire doivent être achetés sur les marchés locaux ou régionaux. Ce faisant, l'impact sur les prix de l'achat en masse sur les marchés locaux et de la distribution de nourriture doit être analysé très soigneusement.

Un certain nombre de pays en développement dépendent de l'aide alimentaire permanente, en partie en raison des distorsions du marché du fait de subventions à l'exportation venant des pays industrialisés. Cela est hautement problématique et nous plaidons vigoureusement en faveur de changements dans les régimes commerciaux internationaux pour interdire une telle discrimination. En outre, nous désapprouvons les politiques qui encouragent l'exportation subventionnée de cultures de base aux pays en développement.

L'intervention de HELVETAS Swiss Intercooperation lors des graves inondations dans la province Laotienne de Khammouae est un excellent exemple de la façon dont l'aide alimentaire a été fournie grâce à la collaboration étroite avec les acteurs du secteur privé local et en s'appuyant sur la production de base nationale: les producteurs de riz ont collaboré avec les meuniers de riz locaux pour procurer 25 tonnes de riz aux victimes des inondations, qui furent distribuées par le programme.

Gaspillage de nourriture

Près de 20% des produits alimentaires achetés par les ménages suisses se retrouvent à la poubelle, contribuant à la moitié des déchets de nourriture produits en Suisse. Globalement, un tiers des aliments produits en Suisse – ou 2 millions de tonnes de nourriture chaque année – se retrouvent dans l'élimination des déchets, dans les usines de traitement des eaux usées, dans les composteurs ou dans les mangeoires des animaux. Il s'agit à la fois d'un problème moral et écologique, en particulier si l'on considère qu'une part croissante de la nourriture achetée dans nos magasins provient de pays en développement.

L'économie alimentaire dans les pays industrialisés consomme beaucoup d'énergie, de terres et d'eau du fait entre autres de l'augmentation de la viande dans l'alimentation des populations, des marchés alimentaires mondialisés qui fonctionnent indépendamment de la saisonnalité, d'une tendance à la nourriture de confort et du gaspillage alimentaire déjà mentionné. Il s'agit d'une économie alimentaire non durable, qui gaspille les précieuses ressources des pays du Sud où elles sont absolument nécessaires à la population locale et qui exacerbe leur insécurité alimentaire.

Nous considérons que les consommateurs dans les pays riches ont une responsabilité à assumer et sont en mesure d'influer sur la production et le commerce alimentaires en fonction de leurs propres habitudes de consommation. Nous plaidons pour une économie alimentaire qui consomme moins d'énergie, qui gaspille moins, qui soit plus saisonnière et régionale, et nous encourageons la production, le commerce et la consommation de nourriture qui respectent des critères écologiques et sociaux.

L'exposition «Nous mangeons le monde», développée par HELVETAS Swiss Intercooperation et montrée dans plusieurs villes en Suisse, présente le sujet de la production alimentaire et de la consommation dans un monde globalisé. Le but de l'exposition est de sensibiliser un public principalement jeune en liant le sujet directement à notre expérience quotidienne qui consiste à choisir, acheter, préparer, conserver et mais aussi à gaspiller de la nourriture.

Le lien vers la version complète de la Prise de Position sur la Sécurité Alimentaire et la Souveraineté Alimentaire: www.helvetas.org/topics/working_areas/rural_economy

HELVETAS Swiss Intercooperation

Weinbergstr. 22a, PO Box 3130, CH-8021 Zurich
Maulbeerstr. 10, PO Box 6724, CH-3001 Bern
info@helvetas.org, www.helvetas.org